

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

LA LEGISLATION DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE
POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

LOI RELATIVE A L'INTERDICTION
DE L'INCITATION A LA HAINE
ET A DES DISCORDES
ENTRE NATIONALITES, RACES
ET RELIGIONS

BEOGRAD 1947

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

Edition de la Direction de l'Information près le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

**LOI RELATIVE A L'INTERDICTION
DE L'INCITATION A LA HAINE ET A DES
DISCORDES ENTRE NATIONALITES
RACES ET RELIGIONS**

**PRÉCÉDÉE DES
REMARQUES SUR LA PRÉSENTE LOI**

BEOGRAD 1947

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

REMARQUES
SUR LA LOI RELATIVE A L'INTERDICTION DE
L'INCITATION A LA HAINE ET A DES DISCORDES
ENTRE NATIONALITES, RACES ET RELIGIONS

Parmi les principes les plus importants de la nouvelle organisation étatique, proclamés par la Constitution de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, prend place celui de l'égalité en droits des citoyens de la R. F. P. Y., sans distinction de nationalité, de race, de religion et autre, lequel dit (art. 21.) :

»Tous les citoyens de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie sont égaux devant la loi et égaux en droits, sans distinction de nationalité, de race et de confession.

Aucun privilège de naissance, de rang, de fortune et de degré d'instruction n'est reconnu.

Est contraire à la Constitution et passible de peine tout acte qui accorde un privilège aux citoyens ou limite leurs droits en vertu d'une différence de nationalité, de race ou de confession, ainsi que toute incitation à la haine et à des discordes entre nationalités, races ou religions.

Ce principe a été développé et confirmé dans cet acte législatif — concis mais de haute impor-

tance — appelé »Loi relative à l'interdiction de l'incitation à la haine et à des discordes entre nationalités, races et religions«. Développant la disposition fondamentale formulée dans l'art. 21. de la Constitution, cette Loi assure à tous les citoyens de la R. F. P. Y. la protection de l'égalité entière en droits et traite de délit toute provocation à la haine et à des discordes entre nationalités, races et religions, comme toute manifestation s'y rapportant. Cette loi prescrit contre les auteurs de délits commis envers l'égalité en droits des citoyens de la R. F. P. Y. de sérieuses et équitables sanctions allant d'un emprisonnement de 3 mois à une peine plus sévère pouvant atteindre une durée de 5 ans. Au cas où les délits d'incitation à la haine et à des discordes entre nationalités, races et religions seraient commis dans des conditions particulièrement aggravantes ou prendraient de vastes proportions, la Loi prescrit contre leurs auteurs des sanctions beaucoup plus graves encore. Si ces délits sont accompagnés d'incitation au meurtre, la sanction peut atteindre la peine la plus grave prévue par notre législation criminelle (Art. 4. de la présente Loi).

Toutefois l'égalité en droits des citoyens de la R. F. P. Y., sans distinction de race, de nationalité et de religion, n'est pas que proclamée par la Constitution et garantie par la loi ainsi que par des sanctions pénales. Dans la nouvelle Yougoslavie l'égalité en droits des citoyens vis-à-vis des différences nationales, raciales ou religieuses existant et pouvant exister librement entre eux, est vraiment une réalité; elle consti-

tue une des acquisitions du nouvel Etat populaire, remportée au cours de la grande guerre de libération menée contre le fascisme et la réaction par les peuples de Yougoslavie de concert avec leurs alliés. Il va de soi que la lutte victorieuse menée avec ténacité sur le sol yougoslave contre l'occupant fasciste et les complices du pays ainsi que contre toute manifestation fasciste, a inmanquablement abouti à l'anéantissement de l'idéologie odieuse de l'ennemi. Tout comme dans les autres pays, le fascisme avait essayé, en Yougoslavie, à l'aide des éléments réactionnaires et antipopulaires du pays de répandre son idéologie meurtrière et barbare qui n'est rien d'autre que celle de la haine, de la persécution, de l'intolérance et de l'inégalité entre nations, races et religions. En libérant leur pays, nos peuples ont détruit en même temps les germes de cette inégalité — germes qui avaient été introduits par l'envahisseur fasciste. Dans leur grandiose lutte antifasciste, les peuples de Yougoslavie ont raffermi leurs conceptions progressives et démocratiques. Le principe de l'égalité en droits des citoyens figure parmi les principes fondamentaux qui ont dirigé leur lutte de libération et il est entré dans les fondements de la nouvelle organisation sociale et étatique.

L'égalité en droits des citoyens est d'une importance plus grande en Yougoslavie que dans un Etat nationalement homogène. La Yougoslavie est un Etat formé de plusieurs nationalités, différant les unes des autres par la religion; en outre, elle renferme des minorités nationales se distinguant des peuples yougoslaves par la race

(Albanais, Hongrois, Roumains etc). Comme il a été dit avant nous, l'ancienne Yougoslavie était une »géole des peuples«. Les cliques dirigeantes, hégémonistes et réactionnaires, provoquaient et entretenaient l'inégalité en droits et la haine entre nationalités et races, dans l'intérêt d'un cercle restreint de capitalistes, de la cour et des politiciens corrompus. Elles étaient aidées par l'église. L'occupant et ses complices, profitant de cet état de choses, essayèrent de précipiter nos peuples dans une guerre fratricide; mais le mouvement de Libération nationale qui conduisit les peuples dans la lutte pour la libération de la patrie, brandit le flambeau de nouvelles conceptions sur l'organisation de l'Etat, sur les rapports entre les nations et partant, sur les droits des citoyens yougoslaves. Ainsi que l'a souligné à plusieurs reprises le chef de la lutte de libération des peuples de Yougoslavie, le Maréchal Tito, ce mouvement aurait été voué à l'insuccès et n'aurait été même qu'une duperie s'il n'avait pas représenté la lutte pour »la solution la plus équitable de la question nationale«, c'est-à-dire la lutte devant réaliser la fraternité et l'unité des peuples de Yougoslavie sur la base de l'égalité, des droits souverains et de la liberté nationale pour chaque peuple vivant dans le cadre de l'Etat fédératif commun. Cette fraternité et cette unité des peuples yougoslaves, forgées et cimentées dans le sang versé en commun au cours de la guerre de libération, sont exprimées et confirmées dans la Constitution de la R. F. P. Y. ainsi que dans les constitutions des Républiques populaires. La pleine

égalité en droits dont jouissent nos peuples et que garantissent le nouveau pouvoir populaire et le nouvel ordre social, constitue le solide fondement de l'égalité en droits pour tous les citoyens, sans égard aux différences nationales, raciales ou religieuses.

Vues sous cette lumière, la signification et la portée de la Loi relative à l'interdiction de l'incitation à la haine et à des discordes entre nationalités, races et religions, ressortent plus nettement encore. Cette loi ne se base pas uniquement sur une interdiction d'ordre constitutionnel de tout acte visant à accorder des privilèges aux citoyens ou bien à limiter leurs droits en vertu de différences nationales, raciales ou religieuses, ni sur l'interdiction de toute propagation à la haine et à des discordes en vertu de ces différences, mais elle repose sur une solide base matérielle dans l'organisation sociale toute entière de la république fédérative populaire.

Cette Loi représente un des moyens de lutte contre les vestiges de l'ancien ordre social et étatique, contre les vestiges des anciennes idéologies et contre les sentiments laissés en héritage qui peuvent persister encore chez certaines personnes arriérées appartenant à de petits groupes réactionnaires — oustachis et tchetniks tout en particulier. C'est pourquoi cette Loi constitue une arme puissante entre les mains de l'Etat — arme qui lui permet de mettre hors d'état de nuire toute personne qui tenterait d'entraver l'oeuvre grandiose d'édification de la communauté fraternelle et progressive de ses peuples,

Sanitized Copy Approved for Release 2010/11/08 : CIA-RDP82-00457R007400310002-8

reposant sur les principes de la véritable égalité en droits des nationalités. Quoi qu'il en soit, d'après les statistiques des tribunaux, il ressort que le nombre de délits commis en vue d'inciter à la haine et à des discordes entre nationalités, races et religions est restreint et accuse une baisse permanente.

L'édification en marche de la nouvelle Yougoslavie, orientée vers l'élimination des conditions favorables à l'inégalité sociale et économique, ainsi que le raffermissement continu de la fraternité et de l'unité de ses peuples par la garantie d'une réelle égalité en droits, sociale et économique, feront disparaître à jamais les conditions dernières pouvant provoquer la haine entre nationalités, races et religions.

LOI RELATIVE A L'INTERDICTION
DE L'INCITATION A LA HAINE ET A DES
DISCORDES ENTRE NATIONALITES, RACES
ET RELIGIONS

Article 1.

Toute limitation de droits de même que toute concession de bénéfices et de privilèges accordés à des citoyens de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie sur la base d'une différence de nationalité, de race ou de religion et tendant à violer les principes constitutionnels de l'égalité en droits des citoyens et des peuples ainsi que ceux de la fraternité et de l'unité des peuples de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, seront punies conformément à la présente Loi.

Article 2.

Sera également punie en tant qu'infraction commise contre l'égalité en droits des nationalités, toute agitation, propagande et écrit, publication, impression et distribution, ayant pour but de provoquer ou d'inciter à la haine et à des discordes entre nationalités ou races.

Article 3.

Les infractions aux articles 1 et 2 de la présente Loi seront punies d'un emprisonnement de 3 mois à cinq ans. Outre cette peine, le tribunal peut prononcer celle de la privation des droits politiques conformément à la Loi sur les catégories de peines.

Article 4.

Si les infractions aux articles 1 et 2 de la présente Loi entraînent de graves conséquences, ou bien sont commises dans des circonstances particulièrement aggravantes, ou bien encore si l'infraction à l'article 2 provoque des désordres de masse, elles seront passibles d'un emprisonnement de 2 à 15 ans avec travaux obligatoires, de la confiscation partielle ou totale de la propriété ainsi que de la privation des droits politiques, et de la peine capitale au cas d'incitation au meurtre.

La récidive de l'infraction ou l'infraction commise par une personne publique dans l'exercice officiel de ses fonctions entraînera une peine plus forte.

Article 5.

La provocation et l'incitation à la haine entre religions seront passibles de peine tout comme la provocation et l'incitation à la haine entre nationalités et entre races

La provocation et l'incitation à la haine entre religions consistent dans l'attaque d'une religion

par une personne en professant une autre ou dans la provocation à une attitude hostile, sur la base confessionnelle, d'une personne professant une religion contre une personne en professant une autre.

La critique scientifique de la religion en général et la critique des procédés irréguliers des représentants ecclésiastiques et des ministres du culte ne peuvent être considérées comme une provocation à la haine entre religions.

Sera considéré comme circonstance aggravante le fait que la provocation et l'incitation à la haine entre religions sont l'oeuvre d'un représentant ecclésiastique.

Article 6.

Les infractions découlant de la présente Loi relèvent au premier degré de la compétence du tribunal d'arrondissement; les infractions entraînant la peine de mort relèvent au premier degré de la compétence du tribunal départemental.

Article 7.

La présente Loi entrera en vigueur huit jours après sa publication dans le »Journal officiel de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie«.

Beograd, le 11 juillet 1946

STAT

Page Denied